



## **Un 1<sup>er</sup> mai 2018 revendicatif et combatif**

Depuis maintenant un an, le gouvernement applique fidèlement le programme du Medef, avec un projet : détruire l'ensemble des avancées sociales conquises depuis plus de 50 ans : droit du travail, sécurité sociale, services publics... c'est-à-dire toutes les institutions qui apportent quelques limites à la loi du marché en faisant valoir la solidarité contre le seul profit. Face à cette politique ultralibérale appliquée au nom d'une pseudo modernité à coup de mesures sociales agressives et régressives, le mécontentement est croissant dans toutes les catégories de la population : personnels de la pénitencière, des EHPAD, enseignants, étudiants et lycéens, retraités, agents de la Fonction Publique, salariés de Carrefour, personnels d'Air France, d'Aéroport de Paris, des secteurs des déchets, de l'énergie, des transports, de La Poste...

Le combat actuel des cheminots contre la réforme ferroviaire, ainsi que les luttes qui se développent dans les entreprises, les services, les établissements publics et privés, celles des retraités et des étudiants sont légitimes et ont l'appui de nos organisations : au-delà de leurs conditions de travail, ce sont aussi les principes de la République sociale qui sont défendus dans ces luttes.

C'est pourquoi les UL CGT et FO de Saintes, FSU 17 et SOLIDAIRES 17, appellent les salariés actifs, retraités, privés d'emploi, les étudiants à se rassembler le 1er mai pour :

- La hausse des salaires et des retraites,
- Le maintien des statuts,
- Les moyens pour permettre d'assurer le bon fonctionnement des services publics,
- La défense de la Sécurité Sociale fondée sur le salaire différé et la répartition,
- L'abrogation de la loi O.R.E. relative à l'Orientation et la Réussite des Etudiants, l'abandon de la réforme du baccalauréat et du lycée,
- L'abandon du projet de loi sur le "secret des affaires" qui attente à la liberté d'informer et de s'informer,
- L'abandon des projets de loi sur la justice,
- L'abrogation de la loi travail et des ordonnances Macron,
- Le retrait du projet de réforme ferroviaire.

Rassemblement devant le Palais de Justice à 10h30.

Saintes, le 24 avril 2018